

TRANSGENRES

■ Le sujet pouvait, voilà peu encore, sembler confidentiel. Mais les réclamations des militants transgenres s'invitent désormais à l'école et le ministre de l'Éducation nationale vient de leur consacrer une circulaire, destinée aux recteurs, inspecteurs d'académie, directeurs d'établissements, professeurs et personnels du primaire et du secondaire. Pour l'universitaire Claude Habib, auteur d'un remarquable essai sur ce thème, Jean-Michel Blanquer a repris à son compte une partie des mots d'ordre des « intersectionnels ». Pierre Valentin, qui a publié une note sur le wokisme pour la Fondapol (think-tank), analyse quant à lui la capacité d'intimidation du militantisme transgenre en Grande-Bretagne.



CLAUDE HABIB

Par sa circulaire, le ministre de l'Éducation nationale cède à une partie des revendications des militants transsexuels, explique l'écrivain*, auteur de « La Question trans » (Gallimard, coll. « Le Débat », 2021). Néanmoins, il reste au milieu du gué.

La circulaire Blanquer sur les « enfants transgenres » jette le soupçon sur les familles

Une circulaire de l'Éducation nationale adressée à l'ensemble des personnels, du recteur à l'accompagnant scolaire, est parue fin septembre. Signée Jean-Michel Blanquer, elle s'intitule « Pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l'identité de genre en milieu scolaire ». Elle commence par un étalage de bienveillance institutionnelle - promouvoir une éducation inclusive, accueillir tous les élèves dans leur diversité, offrir à chacun un « environnement propice à la réussite scolaire » : qui pourrait souhaiter le contraire ? Le ministre donne des gages aux thèses intersectionnelles, affirmant que la prévention de la transphobie « est d'autant plus efficace qu'elle s'articule avec la lutte contre le sexisme et la l'homophobie ».

L'aptitude à manier le vocabulaire le plus récent est frappante. Ainsi il n'est plus question de dysphorie de genre, mais d'incongruence : « Les institutions de santé, notamment l'OMS, reconnaissent que la non-congruence entre le genre de naissance et le genre vécu ne constitue ni un trouble psychiatrique ni une pathologie. » Cela va contre le sens commun : une condition qui appelle, dans nombre de cas, un traitement hormonal à vie ressemble à une pathologie. Par ailleurs les souffrances des jeunes trans, les risques dépressif et suicidaire qu'ils encouront sont fortement soulignés. Qu'est-ce donc qui appelle un traitement médical, mais ne relève pas de la pathologie ? La solution de la contradiction

apparente est à chercher dans l'idéologie du genre : une telle souffrance découle du préjugé. La faute en revient à l'imposition d'un ordre hétéronormatif qui avantage la majorité en écrasant les marges. Le sentiment d'être né dans un corps qui ne correspond pas à la vérité intérieure est aussi légitime, aussi fondé, aussi vivable que le sentiment inverse, celui d'une adéquation entre son anatomie et son être. Il n'y a aucunement à s'interroger, il y a au contraire un devoir de respecter une non-congruence qui est strictement personnelle et privée, ce que le ministre souligne : « L'identité de genre est en effet propre à chaque individu et à son ressenti

L'établissement devra enregistrer la demande de l'élève sans en avertir ses parents. La circulaire précise toutefois qu'un changement de prénom ne peut se faire qu'avec l'accord de la famille. Cependant, il n'est pas exclu qu'il faille rééduquer celle-ci

à ce compte, il y a sans doute autant d'identités de genre que d'individus, et la notion de genre perd en consistance ce qu'elle gagne en élasticité. Mais c'est tout l'intérêt d'une telle notion, dont la fonction consiste à brouiller la différence des sexes. Pour les activistes, il faut en finir avec l'illusion biologique. Grâce au ressenti de genre, les notions de mâle et de femelle sont congédiées. Il existe des cis et des trans, des congruents et des incongruents de genre, et ces dispositions subjectives sont la seule réalité. Si l'on parle encore d'homme et de femme, c'est avec une restriction mentale : il faut désormais entendre « s'identifiant comme »

devant chacun de ces termes. Le ministre suppose qu'il peut sans danger user d'un tel vocabulaire. Les dispositions qu'il préconise esquissent une perspective conciliatrice. Ainsi, l'établissement peut « autoriser l'élève à utiliser les toilettes et les vestiaires conformes à son identité de genre », ou à occuper une chambre dans l'internat « conforme à son identité ». Cependant, « pour les vestiaires et les douches collectives », l'établissement peut convenir avec l'élève d'horaires aménagés. Cet accommodement raisonnable risque d'entrer en conflit avec une injonction, qui découle, quant à elle,

du « droit fondamental au respect de la vie privée ». Ce droit « exclut toute révélation de la transidentité d'une personne sans son consentement ». Or il n'est guère possible de prendre sa douche à un horaire différent sans que tout le monde soit au courant. Par ailleurs, ce devoir de confidentialité impose à l'établissement d'enregistrer la demande de l'élève sans en avertir ses parents : « Une communication avec les représentants légaux ne doit se faire qu'avec l'accord explicite de l'élève. » Au passage, le soupçon est jeté sur les familles : « Une divulgation non souhaitée de la transidentité du jeune peut l'exposer à un sérieux risque de rejet ou de violence. » Le ministre est resté au milieu du gué. Il n'a pas entièrement cédé aux demandes des activistes : aux États-Unis, il est arrivé à des parents de découvrir avec stupeur que le prénom et les prénoms de leur enfant avaient été changés par l'école,

depuis des années, sans qu'ils en soient avisés. La circulaire précise au contraire qu'un tel changement ne peut se faire qu'avec l'accord de la famille. Cependant, il n'est pas exclu qu'il faille la rééduquer. Des sessions de sensibilisation des adultes de l'établissement sont prévues, ainsi que « la présence de personnels formés, en capacité d'accueillir la parole des élèves (...) d'accompagner leur parcours individuel, et, le cas échéant la famille ». Nul doute que les groupes militants vont proposer leur expertise : de telles sessions sont leur cheval de Troie. L'autre défaut du texte tient à ce qu'il ne dit pas. Les filles font les frais de ce silence. Il n'y a pas un mot sur le renversement spectaculaire de la demande, devenue féminine à 75 %. Un nombre croissant d'adolescentes refusent énergiquement de devenir des femmes et cherchent éperdument à se procurer sur internet chest binders (pièces de tissu utilisées pour comprimer sa poitrine et ressembler à un homme, NDLR) et testostérone. On a pu comparer ce développement stupéfiant à d'autres contagions sociales féminines, comme l'hystérie au XIX^e siècle, ou l'anorexie au XX^e. Le phénomène est ignoré. D'autre part, rien n'est dit sur les dangers auxquels on expose les adolescentes dans les dortoirs et les vestiaires, quand il suffira à un jeune mâle de se déclarer trans pour y avoir accès. En somme, ce texte déçoit par ses omissions et ses flous autant que par son verbiage. Il est un symptôme du relâchement institutionnel, contre lequel Jean-Michel Blanquer avait paru, dans un premier temps, s'opposer. * Essayiste, romancière et professeur émérite à l'université Sorbonne Nouvelle, Claude Habib est l'auteur de nombreux ouvrages salués par la critique.

Au Royaume-Uni, même Boris Johnson n'ose pas s'opposer au mouvement trans

Jadis, lorsque quelqu'un alertait sur la progression de l'idéologie woke, on l'accusait d'en faire trop, de chercher à déclencher une « panique morale » à partir de faits divers. Les dernières semaines au Royaume-Uni auront au moins permis d'affaiblir un peu plus cet argumentaire. Tout part d'une question simple posée à la télévision britannique au chef du Parti travailliste : la phrase « seules les femmes ont un col de l'utérus » est-elle « transphobe » ? Keir Starmer gigote, bégaye, s'interrompt lui-même, avant de lâcher : « Cette phrase ne devrait pas être dite. » Ce qui n'était, il y a quelques années, qu'un point de vue radical, réservé aux cercles militants, est adoubé - certes, pour l'instant avec des balbutiements - par le responsable du plus grand parti d'opposition au Royaume-Uni, sur la BBC. Le sondeur Frank Luntz dévoilait en juillet dernier que le clivage woke/non-woke était parmi les trois plus importants pour les Britanniques, et que les Anglais ne tarderaient pas à suivre le chemin des « guerres culturelles » américaines dans les « six à douze prochains mois ». Ce même sondage révèle que 52 % des électeurs travaillistes jugent que le Royaume-Uni est une nation « d'égalité et de liberté », tandis que 48 % déclarent que leur pays est une « nation institutionnellement raciste et discriminatoire ». Sous cet angle,

on comprend mieux le malaise provoqué chez Starmer par le sujet du wokisme, ainsi que la difficulté qu'il aura pour résoudre ces divisions internes. On pourrait donc être tenté de réduire ce phénomène à un clivage sociologique au sein de nombre de partis de gauche européens : jeunes contres vieux, classes aisées contre classes populaires, avec des dirigeants comme Starmer obligé de louvoyer entre les différences fondamentales d'opinion qui existent entre ses jeunes cadres, ses militants sur Twitter, et le reste de l'opinion britannique. Mais ce serait oublier que l'on a demandé à Boris Johnson lui-même de réagir à la prise de position du dirigeant travailliste sur la question trans, avec sensiblement la même réponse. Le premier ministre conservateur finit par répéter de manière évasive : « Je pense que tout le monde doit être traité avec dignité et respect. » Dans le contexte de la question posée (« Les femmes sont-elles les seules à avoir un col de l'utérus ? »), sa déclaration s'avère finalement assez claire : il ne s'opposera pas à cette nouvelle idéologie, pourtant encore minoritaire pour le moment, qui plus est à droite. Ainsi le wokisme - ici sous la forme du mouvement transgenre - parvient à faire plier le genou au premier ministre conservateur. Au Royaume-Uni, même le chef du Mi6 met « ses prénoms » dans sa bio Twitter pour afficher son soutien à la cause. La timidité de Johnson pourrait peut-être s'expliquer par la violence verbale que le mouvement transgenre est capable de déployer vis-à-vis de ses opposants. Les féministes que l'on finira désormais par qualifier d'« old school » au Royaume-Uni ces dernières années peuvent en témoigner, et notamment Suzanne Moore, qui a fini par démissionner du Guardian en novembre 2020. Dans un article pour *Unherd*, elle confie avoir vu ses principes contraints de céder du terrain à l'offensive du mouvement transgenre. Selon la féministe, « nombre des progrès réalisés par les femmes de mon vivant (...) plus

de choix quant à la façon dont nous donnons naissance, discussions sur les menstruations et la ménopause - dépendent de la biologie, la biologie que l'on nous décrit désormais comme étant sans importance. » Afin d'éviter de mettre en avant la distinction sexuée homme/femme - qui pourrait s'opposer à l'interchangeabilité des sexes nécessaire au mouvement trans - Moore constate avec amertume le fait qu'une certaine gauche ne fera référence aux femmes qu'avec des termes comme « personnes qui ont un col de l'utérus », « parents qui couchent », ou encore « personnes qui ont des menstruations ». La revue scientifique particulièrement réputée *The Lancet* - signe une nouvelle fois de l'influence colossale de cette nouvelle idéologie - a redoublé d'élégance en parlant des femmes comme des « corps avec un vagin ».

et celui de *La Femme Eunuque*, alors personne n'est à l'abri. D'avant-garde à retrograde, il n'y a désormais qu'un pas. Cette force d'intimidation a des conséquences bien réelles. Récemment, les règles « inclusives » du Comité international olympique ont permis à Laurel Hubbard - un homme biologique - de se qualifier dans la compétition d'haltérophilie féminine aux JO de Tokyo. Il devient ainsi de plus en plus évident que si rien n'est fait, ce sont les femmes qui paieront les pots cassés de ce mouvement idéologique. Dans la mesure où elle était une minorité majoritaire, le statut de « dominé » de la femme était déjà quelque peu suspect. Cette catégorie aura été utilisée pendant plusieurs années pour jouer le rôle précieux de victime systémique à opposer à l'homme, éternel bourreau. Cependant, son temps est désormais compté, car la voilà à présent reléguée au statut de dominante, de privilégiée. De par sa réalité biologique, elle pâtit indiscutablement d'un manque de « fluidité ». La supériorité déconstruite de l'idée du transgenre tient dans sa capacité - nous ne sommes pas à un paradoxe prêt - d'incarner le flux. Ainsi, « l'intersectionnalité des luttes » révèle ici ses contradictions internes : loin de « converger », ces luttes s'entredéchirent. Au fur et à mesure qu'elles se multiplient, elles se divisent. Et au Royaume-Uni, même le premier ministre conservateur n'ose plus rien dire. * Pierre Valentin a publié en juillet dernier « L'Idéologie woke. Anatomie du wokisme », une note en deux parties à la Fondation pour l'innovation politique (think-tank libéral).



PIERRE VALENTIN

La phrase « seules les femmes ont un col de l'utérus » est-elle « transphobe » ? : telle est la question auquel le premier ministre britannique a été sommé de répondre. Un symbole de l'inquiétante progression du mouvement woke outre-Manche, analyse le jeune auteur d'une note remarquée sur le wokisme pour la Fondapol*.

Le statut de « dominé » de la femme était déjà quelque peu suspect. Désormais, son temps est compté, car la voilà reléguée au statut de privilégiée

J. K. Rowling a également pu constater les dangers du mouvement transgenre pour les féministes lorsqu'elle a osé dire que le sexe était une réalité biologique en 2019, ce qui lui valut à l'occasion d'être publiquement dégradée du statut de « féministe radicale » à celui de « TERF » (« trans-exclusionary radical feminist », c'est-à-dire « féministe radicale qui exclut les trans »). Même Germaine Greer n'aurait pas son non plus esquisser cette épithète. Qui eût pu imaginer il y a encore quelques années que la tête de proue du féminisme radical devienne infréquentable auprès de nombreux campus du Royaume-Uni ? Si le wokisme peut écraser l'auteur de *Harry Potter*